

Au Sénat, un débat sur l'écriture inclusive qui respecte les canons du genre

Paris, 6 mai 2021 (AFP) -

Les débats sur l'écriture inclusive ont délaissé jeudi plateaux télé ou réseaux sociaux pour s'inviter chez les sénateurs, où opposants et partisans ont récité leurs arguments dans un traditionnel dialogue de sourds sur ce sujet clivant.

Entre un débat sur les concessions autoroutières et un autre sur Taïwan, les membres de la Haute Assemblée ont pu disserter sur l'écriture inclusive, "langue d'exclusion ou exclusion par la langue".

Avec une droite majoritaire très contre, une gauche et des écologistes favorables, chacun a joué sa partition.

Le gouvernement par la voix de la secrétaire d'Etat à l'Education prioritaire, Nathalie Elimas, a tiré à boulets rouges sur ce qu'elle considère non pas comme "un petit sujet" mais comme un "danger pour notre école et notre langue", voire pour la République.

Dans son collimateur, l'écriture dite "épïcène" et surtout l'usage du point médian.

Le ministre de l'Education nationale a réitéré au JDD sa ferme opposition à l'usage de l'écriture inclusive, en particulier son usage pédagogique.

Jean-Pierre Decool (les Indépendants), qui a initié la discussion, a fustigé "un caprice de l'esprit" qui serait "dérisoire, si cela ne relevait pas d'une fracture de la société".

Bernard Fialaire (RDSE) a estimé que l'usage du "point médian" était un "barrage à la transmission de la langue pour tous" tandis que la sénatrice apparentée LR Anne Ventalon a tranché: "notre société a davantage de trait d'union que de point médian".

A front renversé, l'écologiste Thomas Dessus a ironisé sur le "péril civilisationnel" engendré par le "terrifiant point médian", avant de vanter une "réappropriation de la langue pour plus d'égalité".

"La langue évolue parce que la société évolue", s'est exclamée la socialiste Laurence Rossignol, soulignant que "le masculin générique exclut les femmes".

Pour l'ex-ministre des Droits des femmes, la "résistance" contre l'écriture inclusive est similaire à celle contre le mariage pour tous, la PMA pour toutes ou l'allongement de l'IVG.

"On peut essayer d'avoir une forme de nuance", a tenté Julien Bargeton du RDPI pro-Macron. Le sénateur s'est dit "pas favorable à l'écriture inclusive, ni à une loi l'interdisant".

A l'Assemblée, une proposition de loi interdisant l'usage de l'écriture inclusive aux personnes en charge d'une mission de service public a été déposée par François Jolivet (LREM).

"Sans dénier tout intérêt à ce débat, nous eussions préféré qu'il portât plus largement sur le recul de l'emploi du français dans de nombreux domaines de nos activités", a glissé le communiste Pierre Ouzoulias.

grd/reb/mpm

Afp le 06 mai 21 à 19 16.

